

Allocution d'Emmanuel Macron : de la fiction à la réalité...

Le 25 avril, le Président de la République a souhaité répondre aux inquiétudes des français et également au mouvement des gilets jaunes.

La fonction publique et ses services ont été, de nombreuses fois, évoqués. L'avenir des retraites également. Concernant la Fonction publique, le président a annoncé un possible arrêt des suppressions de postes après un bilan que lui fera prochainement le Premier ministre. L'objectif du quinquennat de moins 120 000 postes sera-t-il réellement stoppé ? rien n'est moins sûr... Les objectifs de réduction de la dépense publique liés aux injonctions européennes n'ont pas changé et le dogme budgétaire reste très prégnant. Comme elle le revendique depuis la révision générale des politiques publiques lancée en 2007, FO souhaite qu'un débat de fond sur l'avenir des missions de service public s'ouvre pour mettre en adéquation les besoins de nos concitoyens et les moyens nécessaires tant humains et matériels pour les mettre en œuvre. Seul ce débat, sur les missions permettra de sortir du seul prisme budgétaire.

Le Président de la République a également annoncé un nouvel acte de déconcentration et/ou de décentralisation. Là encore l'autonomie dont pourraient bénéficier les employeurs publics sur le plan local est source d'inquiétudes car elle attaque de fait l'égalité des droits des usagers portée par une organisation nationale cohérente des services publics. De plus, ces réorganisations n'entraîneraient aucun recrutement mais s'appuieraient sur des transferts de personnel de l'administration centrale vers les services déconcentrés.

Le Président de la République a également annoncé qu'il n'y aurait plus de fermetures de certains services publics (écoles, hôpitaux) jusqu'à la fin du quinquennat. Sur ce point aussi, la FGF-FO engage le Président de la République à mettre en œuvre sans délai cette mesure en bloquant tous les projets en cours.

Enfin, toutes ces annonces ne peuvent faire oublier la réalité et l'actualité.

A compter du 2 mai, le projet de loi de transformation de la fonction publique auquel se sont opposées toutes les organisations syndicales représentatives commencera son parcours parlementaire. Ce projet entérine la fin du recrutement de fonctionnaires au profit d'agents contractuels sur des contrats de projets d'une durée maximum de 6 ans, annihile l'égalité de traitement des agents par la suppression des Commissions Administratives Paritaires et met en danger leur santé et sécurité à travail en supprimant les CHSCT et leurs expertises et enfin veut encourager les fonctionnaires à partir vers le secteur privé en préparant la privatisation des missions et en permettant des ruptures conventionnelles et des détachements d'office.

De fortes contradictions par rapport au discours présidentiel !

L'hypocrisie sur la réforme des retraites et l'allongement de la durée de cotisation qui, de fait, repoussera la réalité d'un départ effectif à 62 ans sont inadmissibles.

Pour la FGF-FO, le Président de la République ne change pas de ligne politique et même si certaines annonces peuvent sembler positives, seules leurs mises en œuvre porteront crédit à son discours.

La FGF-FO va continuer de peser sur l'ensemble des sujets Fonction Publique car c'est par l'action syndicale, la mobilisation et la grève que nous pourrons peu à peu être entendus et faire reculer les projets néfastes du gouvernement.

**C'est pourquoi, le 9 mai 2019, toutes et tous en grève et en manifestations
pour défendre le statut général des fonctionnaires, l'emploi public,
les missions et l'égalité des droits.**